

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 2762

[S - C - 99/29454]

22 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long et de régime 1

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 74;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 février 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 février 1999;

Vu le protocole du 22 mars 1999 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 tel que modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de donner aux établissements autorisés à organiser l'enseignement supérieur de type long et de régime 1 dès l'année scolaire 1999-2000 ne permet plus de solliciter l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 7 juin 1999,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Du champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique à l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long et de régime 1.

CHAPITRE II. — *Des définitions*

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « le décret » : le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2° « section » : une section de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long et de régime 1;

3° « unité de formation » : une unité de formation de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long et de régime 1;

4° « activités d'enseignement » :

a) les cours théoriques, les séances d'application, les travaux pratiques, les laboratoires, les activités didactiques, les projets et les autres activités organisés en application des dossiers pédagogiques;

b) le travail ou le projet de fin d'études de l'unité de formation « épreuve intégrée »;

c) les stages prévus dans les dossiers pédagogiques organisés individuellement ou en groupe dûment encadrés et évalués;

c) les activités professionnelles de formation, dûment encadrées et évaluées;

e) les sessions, les épreuves et tests;

f) la part supplémentaire.

5° « activités professionnelles de formation » : toute activité professionnelle réalisée en collaboration avec les milieux professionnels, reconnue et évaluée par le Conseil des Etudes conformément aux dossiers pédagogiques;

6° « session » : une période de l'année au cours de laquelle se déroule l'évaluation finale d'une unité de formation ou d'une section, la délibération et la communication des résultats aux étudiants;

7° « épreuve » : une opération d'évaluation globale portant sur l'ensemble des compétences liées à une unité de formation qui devraient être acquises au moment de l'opération considérée;

8° « test » : une opération d'évaluation ponctuelle portant sur des capacités bien délimitées;

9° « premier dixième » : date à laquelle un dixième des périodes prévues au dossier pédagogique d'une unité de formation ont été effectivement organisées;

10° « cinquième dixième » : date à laquelle la moitié des périodes prévues au dossier pédagogique d'une unité de formation ont été effectivement organisées;

11° « unité déterminante » : toute unité de formation qui est répertoriée au dossier pédagogique de la section comme participant aux compétences évaluées lors de l'épreuve intégrée, et qui est prise en compte pour la détermination de la mention apparaissant sur le titre d'études;

12° « part supplémentaire » : les cours visés à l'article 71 du décret;

13° « dossiers pédagogiques » : les dossiers pédagogiques tels que définis par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, tel que modifié;

14° « travail ou projet de fin d'études » : le travail ou le projet de fin d'études, tel que défini au dossier de l'unité de formation « épreuve intégrée »;

15° « épreuve intégrée » : épreuve qui sanctionne l'unité de formation intitulée « épreuve intégrée »;

16° le Jury » : le Conseil des Etudes, élargi aux membres étrangers à l'établissement constitué pour la sanction de l'unité de formation « épreuve intégrée »;

17° « le Ministre » : le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

CHAPITRE III. — *Des activités d'enseignement de l'horaire minimum*

Art. 3. Dans les dossiers pédagogiques, les activités d'enseignement sont mentionnées en nombre(s) de périodes de 50 minutes.

Art. 4. L'ensemble des activités d'enseignement visées à l'article 3, peut être organisé en tranches horaires. Une tranche horaire comporte au minimum 50 minutes et peut être prolongée d'un nombre quelconque de minutes.

CHAPITRE IV. — *Des étudiants*

Art. 5. Seul peut être admis dans une unité de formation comme étudiant régulier au sens de l'article 35 du décret, l'étudiant qui répond au premier dixième de l'unité de formation.

Art. 6. Un étudiant satisfait à la condition d'assiduité prévue à l'article 5 s'il ne s'absente pas, sans motif valable, plus de deux dixièmes des activités d'enseignement dont il n'est pas dispensé.

Conformément au règlement d'ordre intérieur de l'établissement, le chef d'établissement ou son délégué en cette matière, apprécie la validité du motif d'absence.

Art. 7. Le Conseil des Etudes peut dispenser un étudiant, à la demande de celui-ci, d'une partie des activités d'enseignement d'une unité de formation dans la mesure où il a suivi avec succès des activités d'enseignement couvrant des capacités au moins équivalentes.

Cet étudiant est soumis à une épreuve portant sur ces capacités.

Les décisions de dispense des activités d'enseignement sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du Conseil des Etudes. Ce procès-verbal est conservé au siège de l'établissement pendant deux ans et doit pouvoir être présenté à tout moment aux membres des services d'inspection et de vérification de l'enseignement de promotion sociale.

L'étudiant qui est dispensé d'une partie des activités d'enseignement est considéré comme étudiant régulier et répondant à la condition d'assiduité pour ces activités d'enseignement de l'unité de formation.

CHAPITRE V. — *Conditions d'admission dans une unité de formation*

Art. 8. § 1^{er}. Conformément à l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 précité, les capacités préalables requises pour l'admission dans une unité de formation ou les titres qui peuvent en tenir lieu, sont précisés dans les dossiers pédagogiques des unités de formation.

§ 2. Le Conseil des Etudes vérifie avant le premier dixième si les conditions d'admission sont remplies. Pour tout étudiant qui s'inscrit au-delà de cette date, cette vérification s'effectue dès l'inscription.

§ 3. Aucun test ni épreuve ne sont prévus pour l'admission à l'unité de formation intitulée « épreuve intégrée ».

§ 4. Le Conseil des Etudes peut, sur décision motivée, autoriser un étudiant qui possède l'attestation de réussite d'une unité de formation à s'y réinscrire.

Art. 9. Les décisions prises par le Conseil des Etudes en vertu de l'article 8 sont définitives. Elles sont consignées dans des procès-verbaux signés par chacun des membres du Conseil.

Les procès-verbaux sont conservés pendant deux ans au siège de l'établissement et doivent pouvoir être présentés à tout moment aux membres des services d'inspection et de vérification de l'enseignement de promotion sociale.

CHAPITRE VI. — *Des conditions de participation à l'épreuve intégrée*

Art. 10. Est autorisé à participer à l'épreuve intégrée, l'étudiant régulièrement inscrit à l'unité de formation « épreuve intégrée » et titulaire des attestations de réussite de toutes les autres unités de formation constitutives de la section, quel que soit l'établissement de promotion sociale qui a délivré ces attestations.

Nul ne peut présenter avant l'âge de 27 ans accomplis l'épreuve intégrée d'une section conduisant à la délivrance du diplôme et du grade d'ingénieur industriel correspondant au diplôme et du grade d'ingénieur industriel délivrés par l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice.

Le délai maximum entre la délivrance des attestations visées à l'alinéa 1^{er} et leur prise en compte pour la participation à l'épreuve intégrée est précisé dans le dossier pédagogique de la section.

Les modalités et le délai d'inscription à cette épreuve sont fixés par le Conseil des Etudes et communiqués aux étudiants.

Art. 11. Sans préjudice de l'article 10, alinéas 3 et 4, sont également prises en considération pour la participation à l'épreuve intégrée les attestations de réussite d'unités de formation délivrées sur la base de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 juillet 1993 fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises en dehors de l'enseignement de promotion sociale de régime 1.

CHAPITRE VII. — *De la sanction d'une unité de formation autre que « l'épreuve intégrée »*

Art. 12. Lors de la délivrance de l'attestation de réussite d'une unité de formation, le Conseil des Etudes prend uniquement en considération l'horaire minimum y afférent, précisé dans le dossier pédagogique visé à l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 précité.

Art. 13. L'attestation de réussite est délivrée par le Conseil des Etudes pour des compétences correspondant aux capacités terminales de l'unité de formation telles que fixées dans le dossier pédagogique.

Pour ce faire, le Conseil des Etudes délibère en tenant compte :

- 1° du (des) résultat(s) d'épreuves;
- 2° des éléments d'évaluation formative et continue relevés par lui;
- 3° des acquis professionnels ou des éléments de formation personnelle, dûment vérifiés.

Art. 14. L'attestation de réussite de l'unité de formation est accordée à l'étudiant qui fait la preuve qu'il maîtrise à un niveau suffisant les compétences correspondant aux capacités terminales de cette unité, telles que précisées dans le dossier pédagogique.

Art. 15. Le Conseil des Etudes décide de la réussite de l'étudiant en tenant compte du niveau d'acquisition de l'ensemble cohérent de connaissance et/ou de savoir-faire et de savoir être que forme l'unité et non de chacune des activités d'enseignement qui la composent.

L'attestation de réussite délivrée à l'étudiant mentionne le degré de réussite par un pourcentage au moins égal à 60.

Le degré de maîtrise résulte de l'évaluation continue et de l'évaluation finale de chaque activité d'enseignement, telles que précisées dans le dossier pédagogique.

Art. 16. Le Conseil des Etudes peut ajourner ou refuser un étudiant.

En cas de refus, la décision doit être motivée. En cas d'ajournement, le Conseil des Etudes fixe les matières faisant l'objet de la seconde épreuve ainsi que la date de cette dernière.

CHAPITRE VIII. — *Sanction d'une unité de formation « épreuve intégrée »*

Art. 17. L'unité de formation « épreuve intégrée » est sanctionnée par une épreuve qui a un caractère global et qui prend la forme d'un projet ou d'un travail de fin d'études.

L'épreuve intégrée est présentée devant le Jury et ne comporte pas d'interrogations systématiques sur la connaissance des matières enseignées dans chaque unité constitutive de la section.

Art. 18. Le Jury fixe les modalités de déroulement de l'épreuve qui peut se réaliser en une ou plusieurs phases.

Le Jury fonde son appréciation sur base de critères préalablement définis par le Conseil des Etudes et communiqués à l'étudiant lors de son inscription à l'unité de formation « épreuve intégrée ».

Art. 19. L'attestation de réussite de l'unité de formation « épreuve intégrée » est délivrée à l'étudiant qui fait la preuve qu'il maîtrise à un niveau suffisant les compétences correspondant aux finalités de la section, telles que définies dans le dossier pédagogique de la section.

L'attestation de réussite mentionne le degré de réussite par un pourcentage au moins égal à 60.

Dans l'appréciation du degré de réussite, il n'est pas tenu compte des éventuelles activités d'enseignement préalables à l'épreuve.

Art. 20. Lorsqu'un étudiant ne réussit pas l'épreuve intégrée, il peut la représenter dans un délai ne dépassant pas trois ans.

CHAPITRE IX. — *De la sanction d'une section*

Art. 21. Termine ses études avec fruit, l'étudiant qui possède les attestations de réussite de toutes les unités de formation constitutives de la section.

Art. 22. Les diplômes délivrés à l'issue de la section portent l'une des mentions suivantes : satisfaction, distinction, grande distinction, la plus grande distinction, selon que le pourcentage final atteint au moins respectivement soixante, septante, quatre-vingt, nonante pour-cent.

Dans ce pourcentage, l'épreuve intégrée intervient pour 1/3 et les unités déterminantes pour 2/3.

Pour ce calcul, chaque unité de formation déterminante intervient proportionnellement au nombre de périodes qui lui est attribué dans l'horaire minimum.

Par dérogation à l'alinéa 3, le règlement d'ordre intérieur peut prévoir, pour les unités de formation dont l'horaire minimum est constitué de périodes de stage, une pondération qui ne soit pas directement proportionnelle au nombre de périodes indiqué dans l'horaire minimum.

Cette pondération particulière est obligatoirement communiquée aux étudiants.

CHAPITRE X. — *Du conseil des études*

Art. 23. Pour la sanction de chaque unité de formation autre que « l'épreuve intégrée », le Conseil des Etudes comprend au moins le personnel directeur de l'établissement ou son délégué et les membres du personnel enseignant et les experts chargés du groupe d'étudiants concernés.

Art. 24. Pour la sanction d'une unité de formation « épreuve intégrée », le Conseil des Etudes comprend en outre des membres étrangers à l'établissement. Ces derniers sont choisis sur avis du Conseil des Etudes par le pouvoir organisateur ou son délégué en raison de leurs compétences par rapport aux finalités de la section.

Art. 25. Pour la sanction d'une section, le Conseil des Etudes comprend :

- 1° le directeur de l'établissement ou son délégué;
 - 2° le(s) professeur(s) et expert(s) chargés de l'unité de formation intitulée « épreuve intégrée »;
 - 3° - au moins un professeur de chaque unité de formation déterminante de la section si celle-ci est confiée à des professeurs;
- au moins un expert de chaque unité de formation déterminante de la section si celle-ci est confiée à des experts;

4° les membres étrangers visés à l'article 24.

Les membres visés à l'alinéa 1^{er} ont voix délibérative.

Le Ministre peut désigner un délégué pour assister, avec voix consultative, aux opérations d'évaluation. Ce délégué veille au déroulement régulier des opérations.

Art. 26. Pour la sanction d'une section faisant l'objet d'une convention entre plusieurs établissements d'enseignement de promotion sociale, le Conseil des Etudes comprend :

1° au moins un membre du personnel directeur de chaque établissement concerné ou son délégué;

2° le(s) professeur(s) et/ou expert(s) de l'unité de formation intitulée « épreuve intégrée »;

3° au moins un professeur ou expert de chacune des unités de formation déterminantes de la section. Pour chacune de ces unités, les membres appartiennent à l'établissement par lequel l'unité a été organisée;

4° les membres étrangers visés à l'article 24. Ceux-ci sont choisis de commun accord entre les chefs d'établissement concernés.

Les membres visés à l'alinéa 1^{er} ont voix délibérative.

Le Ministre peut mandater un délégué pour assister, avec voix consultative, aux opérations d'évaluation. Ce délégué veille au déroulement régulier des opérations.

Art. 27. Lorsque le Conseil des Etudes comprend des membres étrangers à l'établissement, il se compose au minimum d'un tiers et au maximum de la moitié des membres étrangers à l'établissement. Dans le cas où le total des membres visés aux 1°, 2°, 3° des articles 25 ou 26 dépasse six unités, le nombre de membres visés au 4° peut être limité à trois.

Art. 28. La liste comportant les noms et qualités des membres du Conseil des Etudes ou du Jury est annexée au procès-verbal de délibération.

Art. 29. Le directeur de l'établissement ou son délégué, préside le Conseil des Etudes ou le Jury.

Dans le cas visé à l'article 26, le Jury est présidé par le chef d'établissement qui organise « l'épreuve intégrée ».

CHAPITRE XI. — *Du règlement d'ordre intérieur*

Art. 30. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement dans le cas de l'enseignement organisé par la Communauté française fixe le règlement d'ordre intérieur des Conseils des Etudes et des Jurys.

§ 2. Le règlement d'ordre intérieur comporte notamment :

1° les modalités selon lesquelles sont prises en considération les évaluations faites en cours de formation pour le calcul du résultat final;

2° le coefficient éventuel fixant la valeur proportionnelle des épreuves ou des tests;

3° les règles de délibération;

4° les règles selon lesquelles un étudiant peut consulter les épreuves ou les tests qu'il a présentés par écrit;

5° la procédure à suivre en matière de présentation d'épreuves orales;

6° des précisions quant aux personnes ou instances chargées d'apprécier les cas de force majeure ou les motifs légitimes d'absence à l'épreuve intégrée.

§ 3. Le règlement d'ordre intérieur est porté à la connaissance des étudiants par voie d'affichage ou par communication du texte de celui-ci, à l'étudiant qui en fait la demande

CHAPITRE XII. — *Des délibérations*

Art. 31. Le Conseil des Etudes et le Jury délibèrent valablement si deux tiers au moins des membres visés aux articles 23, 24, 25 et 26 sont présents.

Le Conseil des Etudes prend ses décisions sur la base d'un consensus. A défaut de consensus, les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ayant voix délibérative.

En cas de parité de voix, la voix du Président est prépondérante.

Art. 32. § 1^{er}. Le Président du Conseil des Etudes ou du Jury clôt la délibération lorsqu'une décision a été prise pour tous les étudiants. Les décisions sont susceptibles d'être modifiées aussi longtemps que la délibération n'est pas clôturée.

Les résultats de la délibération sont publiés dans les vingt-quatre heures au tableau d'affichage de l'établissement.

§ 2. En cas de contestation écrite relative à une erreur matérielle notifiée dans un délai de quatre jours suivant la publication des décisions du Conseil des Etudes ou du Jury, le Président ou son délégué réunit, dans un délai maximum de quatre jours ouvrables, le Conseil des Etudes lorsque celui-ci n'est composé que de deux personnes ou, dans les autres cas, un Conseil restreint composé du Président et de deux membres au moins du Conseil des Etudes ou du Jury. Ce Conseil ainsi réuni statue sur les cas litigieux.

Art. 33. Les délibérations du Conseil des Etudes ou du Jury sont secrètes. Les décisions sont actées dans le procès-verbal.

CHAPITRE XIII. — *Des sessions*

Art. 34. Chaque établissement organise deux sessions pour « l'épreuve intégrée ». la seconde session est organisée dans un délai compris entre un et trois mois après la clôture de la première session.

Les étudiants qui n'ont pas pu participer à la première session pour des motifs jugés valables par les personnes ou instances visées à l'article 30, § 2, 6°, sont autorisés à se présenter à la seconde session. Le règlement d'ordre intérieur de l'établissement fixe les modalités d'inscription à cette seconde session.

Si la même épreuve intégrée est organisée pour un autre groupe d'étudiants dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, l'établissement n'est pas tenu d'organiser une épreuve particulière pour les étudiants ajournés et les étudiants visés à l'alinéa 2 qui souhaitent participer à cette épreuve s'inscrivent à cette session trois semaines avant le début de celle-ci.

Les étudiants qui se présentent à la seconde session n'entraînent aucune charge pour le Trésor.

L'étudiant qui échoue en seconde session est refusé.

Art. 35. Nul ne peut présenter plus de quatre fois la même épreuve intégrée.

Art. 36. Lors de la première session d'une épreuve intégrée, le chef d'établissement peut refuser l'inscription d'un étudiant qui ne s'est pas inscrit au moins un mois avant le début de cette épreuve.

Art. 37. Lors de la première session d'une épreuve intégrée, le chef d'établissement peut autoriser un étudiant ajourné à se présenter une seconde fois pour l'évaluation de ses capacités lors de l'évaluation finale de la même unité organisée pour un autre groupe d'étudiants.

Le chef d'établissement peut aussi organiser une seconde session.

CHAPITRE XIV. — *Des diplômes et grade*

Art. 38. Les diplômes et grades de l'enseignement supérieur de type long sont délivrés aux étudiants qui terminent avec fruit une section organisée dans l'enseignement supérieur de type long et de régime 1.

Ils sont signés par le Président et au moins trois autres membres présents. Dans le cas où le Conseil des Etudes ou le Jury comporte moins de quatre membres, y compris le Président, le diplôme est signé par chacun des membres. Le diplôme ne peut être remis à son titulaire qu'après avoir été revêtu du sceau du Ministère, de la signature du Ministre ou de son délégué et de la signature du titulaire.

Une attestation provisoire de réussite est délivrée par le chef d'établissement qui organise l'unité de formation « épreuve intégrée » à l'étudiant qui en fait la demande.

Art. 39. Le diplôme précise, outre le titre, le pourcentage et la mention obtenus, le nombre total de périodes que comporte la section ainsi que leur répartition entre les différentes activités d'enseignement, telles qu'indiquées aux dossiers pédagogiques des unités de formation constitutives de la section.

Art. 40. Pour les sections visées à l'article 26, le diplôme mentionne en outre les établissements concernés par la convention.

Art. 41. Le Ministre est chargé de déterminer les modèles de diplômes, de procès-verbaux de délibération et de préciser la manière de les compléter.

CHAPITRE XV. — *Des dispositions finales*

Art. 42. § 1^{er}. Chaque établissement tient pendant quatre ans à la disposition de l'inspection de l'enseignement de promotion sociale :

- a) les travaux des épreuves écrites ayant servi de base à la sanction d'une unité de formation;
- b) les principales questions posées lors d'une épreuve orale;
- c) la description et les conditions de réalisation d'un travail ayant servi de base à la sanction d'une unité de formation.

Tous les documents visés en b) et c) comporteront, outre la cote attribuée, la signature d'au moins un des membres du Conseil des Etudes, au nom de celui-ci.

§ 2. Les procès-verbaux de la délibération sont conservés pendant 30 ans.

Art. 43. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 44. Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 juin 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2762

[C - 99/29454]

22 JUNI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene regeling van de studies van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type en van het stelsel 1

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 74;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 februari 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 24 februari 1999;

Gelet op het protocol van 22 maart 1999 van het Sectorcomité IX en van het Comité van de provinciale en lokale Overheidsdiensten, afdeling II, die samen zetelden;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, zoals gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat omwille van de noodzakelijkheid aan de erkende inrichtingen toelating te geven het hoger onderwijs van het lange type en van stelsel I vanaf het schooljaar 1999-2000 te organiseren, het niet meer mogelijk is het advies van de Raad van State aan te vragen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het Onderwijs voor sociale promotie behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 juni 1999,

Gelet op de beraadslaging van 7 juni 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Het toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type en van stelsel I.

HOOFDSTUK II. — *De bepalingen*

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° « het decreet » : het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

2° »afdeling » : een afdeling van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type en van stelsel 1;

3° « vormingseenheid » : een vormingseenheid van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type en van stelsel 1;

4° « onderwijsactiviteiten » :

a) de theoretische cursussen, de toepassingsactiviteiten, de praktijk, de laboratoria, de didactische activiteiten, de projecten en andere activiteiten georganiseerd met toepassing van de pedagogische dossiers;

b) het werk of het eindproject van de vormingseenheid « geïntegreerde proef »;

c) de stages bedoeld in de pedagogische dossiers, individueel of in groepsverband georganiseerd, en behoorlijk begeleid en geëvalueerd;

c) de beroepsactiviteiten inzake vorming, behoorlijk begeleid en geëvalueerd;

e) de zittijden, de proeven en de tests;

f) het bijkomend gedeelte.

5° « beroepsactiviteiten inzake opleiding » : elke beroepsactiviteit gevoerd in samenwerking met de beroepskringen, die erkend en geëvalueerd wordt door de Studieraad overeenkomstig de pedagogische dossiers;

6° « zittijd » : een periode van het jaar tijdens welke de eindevaluatie van een opleidingseenheid of van een afdeling, de beraadslaging en de mededeling van de uitslagen aan de studenten plaatshebben;

7° « proef » : een operatie voor globale evaluatie in verband met al de bevoegdheden verbonden aan een opleidingseenheid die zouden moeten verworven zijn op het ogenblik van de operatie waarvan sprake;

8° « test » : een operatie om op een gegeven ogenblik de duidelijk afgelijnde capaciteiten te evalueren;

9° « eerste tiende » : datum waarop een tiende van de periodes bepaald in het pedagogisch dossier van een opleidingseenheid effectief werd georganiseerd;

10° « vijfde tiende » : datum waarop de helft van de periodes bepaald in het pedagogisch dossier van een opleidingseenheid effectief werd georganiseerd;

11° « determinerende eenheid » : elke opleidingseenheid die in het pedagogisch dossier van de afdeling vermeld staat als element dat bijdraagt tot de bekwaamheden die geëvalueerd worden tijdens de geïntegreerde proef, en die in rekening wordt genomen voor de bepaling van de vermelding die op het bekwaamheidsbewijs staat;

12° « bijkomend gedeelte » : de cursussen bedoeld bij artikel 71 van het decreet;

13° « pedagogische dossiers » : de pedagogische dossiers zoals bepaald bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 november 1991 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel I, zoals gewijzigd;

14° « eindwerk of eindproject » : het eindwerk of het eindproject, zoals bepaald in het dossier van de opleidingseenheid « geïntegreerde proef »;

15° « geïntegreerde proef » : proef die de opleidingseenheid, « geïntegreerde proef » genoemd, bekrachtigt;

16° « de examencommissie » : de Studieraad, uitgebreid tot de leden die niet tot de inrichting behoren, samengesteld ter bekrachtiging van de opleidingseenheid « geïntegreerde proef »;

17° « de Minister » : de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort.

HOOFDSTUK III. — *De onderwijsactiviteiten tijdens de minimale werktijd*

Art. 3. In de pedagogische dossiers worden de onderwijsactiviteiten vermeld in aantal(len) leertijden van 50 minuten.

Art. 4. Al de onderwijsactiviteiten samen, bedoeld bij artikel 3, kunnen georganiseerd worden in leertijden per uur. Een leertijd per uur duurt ten minste 50 minuten en kan verlengd worden met een onbepaald aantal minuten.

HOOFDSTUK IV. — *De studenten*

Art. 5. Kan alleen als regelmatig ingeschreven student in de zin van artikel 35 van het decreet toegelaten worden tot een opleidingseenheid, de student die beantwoordt aan het eerste tiende van de opleidingseenheid.

Art. 6. Een student voldoet aan de voorwaarde van regelmatige aanwezigheid bedoeld bij artikel 5 indien hij op niet meer dan de twee tienden van de onderwijsactiviteiten waarvoor hij geen vrijstelling bekomen heeft, zonder geldige redenen afwezig is.

Overeenkomstig het huishoudelijk reglement van de inrichting, beoordeelt het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde ter zake de geldigheid van de reden van afwezigheid.

Art. 7. De Studieraad kan een student op zijn verzoek vrijstellen van een gedeelte van de onderwijsactiviteiten van een opleidingseenheid in de mate dat hij met goed gevolg onderwijsactiviteiten heeft gevolgd die ten minste gelijkwaardige capaciteiten betreffen.

Deze student wordt onderworpen aan een proef over die capaciteiten.

De beslissingen over vrijstelling van onderwijsactiviteiten worden in notulen opgenomen, ondertekend door de leden van de Studieraad. Die notulen worden op de zetel van de inrichting gedurende twee jaar bewaard en moeten op gelijk welk ogenblik kunnen voorgelegd worden aan de leden van de inspectie- en verificatiedienst van het onderwijs voor sociale promotie.

De student die vrijstelling heeft bekomen van een gedeelte van de onderwijsactiviteiten wordt beschouwd als regelmatig ingeschreven student die beantwoordt aan de vereiste van regelmatige aanwezigheid voor die onderwijsactiviteiten van de opleidingseenheid.

HOOFDSTUK V. — Voorwaarden voor toelating tot een opleidingseenheid

Art. 8. § 1. Overeenkomstig artikel 6 van voormeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 november 1991 worden de voorafgaande capaciteiten vereist om tot een opleidingseenheid toegelaten te worden of de als zodanig geldende bekwaamheidsbewijzen nader bepaald in de pedagogische dossiers van de opleidingseenheden.

§ 2. De Studieraad gaat vóór het eerste tiende na of de toelatingsvoorwaarden vervuld zijn. Voor iedere student die zich na deze datum laat inschrijven, wordt die verificatie vanaf de inschrijving gedaan.

§ 3. Geen enkele test noch proef is bepaald voor de toelating tot de opleidingseenheid, betiteld « geïntegreerde proef ».

§ 4. De Studieraad kan op een met redenen omklede beslissing, een student die in het bezit is van een attest van slagen voor een opleidingseenheid toelating geven zich voor die eenheid opnieuw in te schrijven.

Art. 9. De beslissingen genomen door de Studieraad krachtens artikel 8 zijn definitief. Zij worden in de notulen opgenomen en ondertekend door ieder lid van de Raad.

De notulen worden op de zetel van de inrichting gedurende twee jaar bewaard en moeten op gelijk welk ogenblik kunnen voorgelegd worden aan de leden van de inspectie- en verificatiedienst van het onderwijs voor sociale promotie.

HOOFDSTUK VI. — De voorwaarden om te mogen deelnemen aan de geïntegreerde proef

Art. 10. Krijgt toelating om deel te nemen aan de geïntegreerde proef, de student die regelmatig ingeschreven is voor de opleidingseenheid « geïntegreerde proef » en houder is van de attesten van welslagen van al de andere opleidingseenheden waaruit de afdeling bestaat, ongeacht de inrichting voor sociale promotie die deze attesten heeft uitgereikt.

Niemand mag vóór de volle leeftijd van 27 jaar de geïntegreerde proef van een afdeling afleggen waaraan de uitreiking van het diploma en de graad van industrieel ingenieur verbonden is dat overeenstemt met het diploma en de graad van industrieel ingenieur die uitgereikt worden door het hoger onderwijs van het lange type en met volledig leerplan.

De maximale termijn tussen de uitreiking van de bij lid 12 bedoelde attesten en hun inaanmerkingneming om te mogen deelnemen aan de geïntegreerde proef wordt nader bepaald in het pedagogisch dossier van de afdeling.

De modaliteiten en de termijn voor de inschrijving voor die proef worden door de Studieraad vastgesteld en aan de studenten medegedeeld.

Art. 11. Onverminderd artikel 10, leden 3 en 4, worden eveneens in aanmerking genomen voor de deelneming aan de geïntegreerde proef, de attesten van welslagen voor opleidingseenheden uitgereikt op basis van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 juli 1993 houdende vaststelling van de wijze van erkenning van de bekwaamheid verworven buiten het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

HOOFDSTUK VII. — De bekrachtiging van een andere opleidingseenheid dan de « geïntegreerde proef »

Art. 12. Bij de uitreiking van het attest van welslagen voor een opleidingseenheid, neemt de Studieraad enkel de daaraan verbonden minimale uurregeling in aanmerking, die nader bepaald is in het pedagogisch dossier bedoeld bij artikel 7 van voormeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 november 1991.

Art. 13. Het attest van welslagen wordt door de Studieraad uitgereikt voor de bekwaamheden die overeenstemmen met de eindcapaciteiten van de opleidingseenheid zoals vastgesteld in het pedagogisch dossier.

Daartoe beraadslaagt de Studieraad, rekening houdend met :

- 1° het (de) uitslag(en) van de proeven;
- 2° de elementen die hij heeft opgemerkt om een opleidings- en doorlopende evaluatie te maken;
- 3° de beroepsverworvenheden of elementen van persoonlijke vorming, behoorlijk nagezien.

Art. 14. Het attest van welslagen voor de opleidingseenheid wordt aan de student toegekend die het bewijs levert dat hij de bekwaamheden die overeenstemmen met de eindcapaciteiten van deze eenheid, zoals zij in het pedagogisch dossier nader omschreven zijn, op een voldoende niveau beheerst.

Art. 15. De Studieraad beslist over het welslagen van de student rekening houdend met het peil van verworvenheden van het coherent geheel bestaande uit kennis en/of deskundigheid en gedraging die de opleiding van de eenheid bezorgt en niet van het geheel van alle onderwijsactiviteiten waaruit de eenheid bestaat.

Op het attest van welslagen uitgereikt aan de student staat de graad van welslagen vermeld, uitgedrukt in een percent dat ten minste gelijk is aan 60.

De graad van beheersing wordt bepaald door de doorlopende evaluatie en de eindevaluatie van elke onderwijsactiviteit zoals nader omschreven in het pedagogisch dossier.

Art. 16. De Studieraad kan een student verdagen of weigeren.

In geval van weigering moet de beslissing met redenen omkleed zijn. In geval van verdaging bepaalt de Studieraad de vakken die voor de tweede proef zijn bestemd alsook de datum ervan.

HOOFDSTUK VIII. — *Bekrachtiging van een opleidingseenheid « geïntegreerde proef »*

Art. 17. De opleidingseenheid « geïntegreerde proef » wordt bekrachtigd door een proef van globale aard in de vorm van een project of een eindwerk.

De geïntegreerde proef wordt afgelegd vóór de Examencommissie en er zijn geen systematische ondervragingen voorzien over de kennis van de onderwezen vakken in elke eenheid van de afdeling.

Art. 18. De Examencommissie stelt de modaliteiten vast volgens welke de proef verloopt die in een of meer fasen kan afgelegd worden.

De Examencommissie steunt haar beoordeling op basis van op voorhand door de Studieraad bepaalde criteria die aan de student worden medegedeeld bij zijn inschrijving voor de opleidingseenheid « geïntegreerde proef ».

Art. 19. Het attest van welslagen voor de opleidingseenheid « geïntegreerde proef » wordt uitgereikt aan de student die het bewijs levert dat hij de bekwaamheden die overeenstemmen met de doelstellingen van deze eenheid, zoals zij in het pedagogisch dossier nader omschreven zijn, op een voldoende niveau beheerst.

Op het attest van welslagen uitgereikt aan de student staat de graad van welslagen vermeld uitgedrukt in een percent dat ten minste gelijk is aan 60.

In de beoordeling van de graad van welslagen wordt er geen rekening gehouden met de eventuele onderwijsactiviteiten die de proef voorafgaan.

Art. 20. Wanneer een student niet slaagt voor de geïntegreerde proef, kan hij die proef opnieuw afleggen binnen een termijn die niet langer dan drie jaar mag zijn.

HOOFDSTUK IX. — *De bekrachtiging van een afdeling*

Art. 21. Beëindigt zijn studies met vrucht de student die in het bezit is van de attesten van welslagen voor alle opleidingseenheden waaruit de afdeling bestaat.

Art. 22. Op de diploma's uitgereikt op het einde van de afdeling staat een van de volgende vermeldingen: voldoening, onderscheiding, grote onderscheiding, de grootste onderscheiding, naargelang het eindpercent respectievelijk ten minste zestig, zeventig, tachtig of negentig percent bedraagt.

In dit percent telt de geïntegreerde proef voor 1/3 mee en de determinerende eenheden voor 2/3.

Voor die berekening telt elke determinerende opleidingseenheid mee in evenredigheid met het aantal lestijden die haar in de minimale uurregeling zijn toegekend.

In afwijking van lid 3 kan het huishoudelijk reglement voor de opleidingseenheden waarvan de minimale uurregeling uit stageperiodes bestaat, een weging bepalen die niet rechtstreeks evenredig is met het aantal lestijden die in de minimale uurregeling zijn vermeld.

Die bijzondere weging wordt verplicht aan de studenten medegedeeld.

HOOFDSTUK X. — *De studieraad*

Art. 23. Voor de bekrachtiging van elke andere opleidingseenheid dan de « geïntegreerde proef », bestaat de Studieraad uit ten minste het bestuurspersoneel van de inrichting of zijn afgevaardigde en de leden van het onderwijzend personeel en de deskundigen belast met de groep van betrokken studenten.

Art. 24. Voor de bekrachtiging van een opleidingseenheid « geïntegreerde proef », bestaat de Studieraad daarenboven uit leden die niet tot de inrichting behoren. Deze worden gekozen op advies van de Studieraad door de inrichtende macht of haar afgevaardigde wegens hun bekwaamheden t.o.v. de doelstellingen van de afdeling.

Art. 25. Voor de bekrachtiging van een afdeling bestaat de Studieraad uit :

1° de directeur van de inrichting of zijn afgevaardigde;

2° de leraar(s) en deskundige(n) belast met de opleidingseenheid, betiteld « geïntegreerde proef »;

3° - ten minste een leraar van elke determinerende opleidingseenheid van de afdeling indien zij aan leraars is toevertrouwd;

- ten minste een deskundige van elke determinerende opleidingseenheid van de afdeling indien zij aan deskundigen is toevertrouwd;

4° de leden die niet tot de inrichting behoren bedoeld bij artikel 24.

De bij lid 1 bedoelde leden zijn stemgerechtigd.

De minister kan een afgevaardigde aanstellen om de evaluatie-operaties met raadgevende stem bij te wonen. Die afgevaardigde zorgt voor het regelmatig verloop van de operaties.

Art. 26. Voor de bekrachtiging van een afdeling waarvoor een overeenkomst werd gesloten tussen verschillende onderwijsinrichtingen voor sociale promotie bestaat de Studieraad uit :

1° ten minste een lid van het bestuurspersoneel van elke betrokken inrichting of zijn afgevaardigde;

2° de leraar (s) en/of deskundige(n) van de opleidingseenheid betiteld « geïntegreerde proef »;

3° ten minste een leraar of deskundige van elke determinerende opleidingseenheid van de afdeling. Voor elke eenheid behoren de leden tot de inrichting die de eenheid heeft georganiseerd;

4° de bij artikel 24 bedoelde leden die er niet toe behoren. Deze worden in gemeen overleg gekozen tussen de betrokken inrichtingshoofden.

De bij lid 1 bedoelde leden zijn stemgerechtigd.

De Minister kan een afgevaardigde met een mandaat belasten om met raadgevende stem de evaluatie-operaties bij te wonen. Deze afgevaardigde zorgt voor het regelmatig verloop van de operaties.

Art. 27. Wanneer de Studieraad leden telt die niet tot de inrichting behoren, bestaat hij ten minste uit een derde en ten hoogste uit de helft van de leden die niet tot de inrichting behoren, in het geval dat het totaal aantal leden bedoeld bij 1°, 2° en 3° van de artikelen 25 of 26 meer dan zes eenheden bedraagt, het aantal in 4° bedoelde leden kan tot drie beperkt worden.

Art. 28. De lijst met de namen en de hoedanigheden van de leden van de Studieraad of van de Examencommissie wordt bij de notulen van de beraadslaging gevoegd.

Art. 29. De directeur van de inrichting of zijn afgevaardigde neemt het voorzitterschap van de Studieraad of de Examencommissie waar.

In het geval bedoeld bij artikel 26, wordt de Examencommissie voorgezeten door het hoofd van de inrichting die de « geïntegreerde proef » organiseert.

HOOFDSTUK XI. — *Het huishoudelijk reglement*

Art. 30. § 1. De inrichtende macht, of het inrichtingshoofd in het geval van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, stelt het huishoudelijk reglement van de Studieraad en de Examencommissies vast.

§ 2. Het huishoudelijk reglement bevat onder meer :

1° de modaliteiten volgens welke de evaluaties in de loop van de opleiding voor de berekening van de einduitslag in aanmerking worden genomen;

2° de eventuele coëfficiënt die de proportionele waarde van de proeven of de tests bepaalt;

3° de regels van de beraadslaging;

4° de regels volgens welke een student de proeven of de tests die hij schriftelijk heeft afgelegd, mag inzien;

5° de te volgen procedure inzake aflegging van de mondelinge proeven;

6° nadere toelichtingen over de personen of de instanties belast met de beoordeling van de gevallen van overmacht of van de gewettigde redenen van afwezigheid op de geïntegreerde proef.

§ 3. Het huishoudelijk reglement wordt ter kennis gebracht van de studenten langs aankondigingen op het aanplakbord of via mededeling van de tekst aan de student die erom verzoekt.

HOOFDSTUK XII. — *De beraadslagingen*

Art. 31. De Studieraad en de Examencommissie beraadslagen en beslissen geldig indien ten minste twee derde van de leden bedoeld bij de artikelen 23, 24, 25 en 26 aanwezig zijn.

De Studieraad neemt zijn beslissingen op basis van een consensus. Bereikt men die consensus niet, dan worden de beslissingen bij volstrekte meerderheid van stemmen van de aanwezige stemgerechtigde leden genomen.

Bij staking van stemmen is de stem van de Voorzitter beslissend.

Art. 32. § 1. De Voorzitter van de Studieraad of van de Examencommissie sluit de beraadslaging af wanneer een beslissing voor alle studenten werd genomen. De beslissingen kunnen gewijzigd worden zolang de beraadslaging niet afgesloten is.

De uitslagen van de beraadslaging worden binnen de vierentwintig uren uitgehangen op het uithangbord van de inrichting.

§ 2. In geval van schriftelijke betwisting over een materiële vergissing ter kennis gebracht binnen de vier dagen die volgen op de bekendmaking van de beslissingen van de Studieraad of de Examencommissie, roept de Voorzitter of zijn afgevaardigde binnen ten hoogste vier werkdagen de Studieraad samen, wanneer deze slechts uit twee personen bestaat of, in de andere gevallen, een beperkte Raad bestaande uit de Voorzitter en ten minste twee leden van de Studieraad of van de Examencommissie. Deze Raad aldus samengekomen beslist over de twistgevallen.

Art. 33. De beraadslagingen van de Studieraad of de Examencommissie zijn geheim. De beslissingen worden in de notulen aangetekend.

HOOFDSTUK XIII. — *De zittingen*

Art. 34. Elke inrichting organiseert twee zittingen voor de « geïntegreerde proef ». De tweede zitting wordt georganiseerd binnen een termijn begrepen tussen een en drie maanden na de afsluiting van de eerste zitting.

De studenten die niet hebben kunnen deelnemen aan de eerste zitting om redenen die door de bij artikel 30, § 2, 6° bedoelde personen of instanties als geldig werden geacht, mogen zich aanmelden voor de tweede zitting. Het huishoudelijk reglement van de inrichting stelt de modaliteiten vast om zich voor die tweede zitting in te schrijven.

Indien dezelfde geïntegreerde proef binnen de bij lid 1 bedoelde termijn georganiseerd wordt voor een andere groep studenten, is de inrichting er niet toe verplicht een bijzondere proef te organiseren voor de verdaagde studenten, en de studenten bedoeld bij lid 2 die wensen deel te nemen aan deze proef schrijven zich in voor die zittijd drie weken vóór de aanvang ervan.

De studenten die zich voor de tweede zittijd aanmelden, brengen geen enkele last mee voor de Schatkist.

De student die in de tweede zittijd faalt, wordt afgewezen.

Art. 35. Niemand mag meer dan viermaal dezelfde geïntegreerde proef afleggen.

Art. 36. Tijdens de eerste zittijd van een geïntegreerde proef kan het inrichtingshoofd de inschrijving weigeren van een student die zich niet ten minste een maand vóór de aanvang van deze proef heeft laten inschrijven.

Art. 37. Tijdens de eerste zittijd van een geïntegreerde proef, kan het inrichtingshoofd een verdaagde student toelating geven zich een tweede maal aan te melden voor de evaluatie van zijn bekwaamheden ter gelegenheid van de eindevaluatie van dezelfde eenheid georganiseerd voor een andere groep studenten.

Het inrichtingshoofd kan ook een tweede zittijd organiseren.

HOOFDSTUK XIV. — *Het diploma en de graad*

Art. 38. De diploma's en graden van het hoger onderwijs van het lange type worden uitgereikt aan de studenten die met vrucht een afdeling uitdoen die georganiseerd is in het hoger onderwijs van het lange type en van stelsel 1.

Zij worden ondertekend door de Voorzitter en ten minste drie andere aanwezige leden. In geval dat de Studieraad of de Examencommissie minder dan vier leden telt, Voorzitter inbegrepen, wordt het diploma door ieder lid ondertekend. Het diploma mag slechts aan zijn titularis overhandigd worden na bekleed te zijn met het zegel van het ministerie, de handtekening van de Minister of zijn gemachtigde en de handtekening van de titularis.

Een voorlopig attest van welslagen wordt uitgereikt aan de student die erom verzoekt door het inrichtingshoofd dat de opleidingseenheid « geïntegreerde proef » organiseert.

Art. 39. Het diploma vermeldt, naast de titel, het behaald percent en de behaalde vermelding, het totaal aantal leertijden dat de afdeling telt alsook hun verdeling over de verschillende onderwijsactiviteiten, zoals aangestipt in de pedagogische dossiers van de opleidingseenheden waaruit de afdeling bestaat.

Art. 40. Voor de bij artikel 26 bedoelde afdelingen worden bovendien op het diploma de inrichtingen vermeld die bij de overeenkomst zijn betrokken.

Art. 41. De Minister is ermee belast de modellen van diploma's, de notulen van de beraadslaging te bepalen en de wijze van invulling te omschrijven.

HOOFDSTUK XV. — *Slotbepalingen*

Art. 42. § 1. Elke inrichting houdt gedurende vier jaar ter beschikking van de inspectie van het onderwijs voor sociale promotie :

a) de werken van de schriftelijke proeven die als basis hebben gediend voor de bekrachtiging van een opleidingseenheid;

b) de hoofdvragen gesteld tijdens een mondelinge proef;

c) de beschrijving en de voorwaarden voor de uitwerking van een werk dat als basis heeft gediend voor de bekrachtiging van een opleidingseenheid.

Op al de bij b) en c) bedoelde documenten staat, naast de toegekende examencijfers, de handtekening van ten minste een van de leden van de Studieraad, in naam van die Raad.

§ 2. De notulen van de beraadslaging worden gedurende 30 jaar bijgehouden.

Art. 43. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 44. De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 juni 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE